

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 195/03

ÉFAI – 030425 – AMR 34/040/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

MENACES DE MORT / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA

**Carmen Judith Morán Cruz (f), journaliste
ainsi que les membres de sa famille**

Londres, le 3 juillet 2003

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Carmen Judith Morán Cruz et par celle des membres de sa famille ; en effet, cette journaliste a récemment été la cible d'une menace de mort anonyme.

Carmen Judith Morán Cruz est une correspondante régionale de l'agence de presse guatémaltèque *Centro de Reportes Informativos sobre Guatemala* (CERIGUA, Centre d'information sur le Guatemala) dans la ville de Salamá, située dans le département de Baja Verapaz. Le 29 juin, vers 21 h 30, elle a reçu deux appels téléphoniques de menaces à son domicile. Un interlocuteur non identifié lui a déclaré : « *Tu as vingt-quatre heures pour démissionner du CERIGUA, j'en ai assez de leurs articles, si tu n'obéis pas, tes enfants et ta famille en subiront les conséquences.* »

Au mois de février, le sac de Carmen Judith Morán Cruz a été volé. Il contenait d'importants documents concernant son travail au sein du CERIGUA ainsi que sa carte de presse. Il est possible qu'il s'agisse d'un délit de droit commun, mais Amnesty International pense qu'on ne peut pas écarter l'hypothèse que ce vol soit lié à l'activité journalistique exercée par Carmen Judith Morán Cruz.

La section du CERIGUA à Salamá travaille sur diverses questions sensibles qui touchent la région ; elle rend notamment compte des exhumations et des conflits fonciers locaux. Elle a également rapporté l'incident qui s'est produit le 14 juin dernier à Rabinal, une ville des environs : Efraín Ríos Montt, l'actuel président du Congrès dont l'objectif présent est de devenir le candidat du *Frente Republicano Guatemalteco* (FRG, Front républicain guatémaltèque), le parti au pouvoir, à l'élection présidentielle prévue en novembre, a été contraint d'abandonner une réunion de campagne. Celle-ci se tenait en même temps qu'une cérémonie organisée en hommage à des victimes de massacres perpétrés pendant la campagne anti-insurrectionnelle qui avait été menée par le gouvernement militaire dans les années 1980. Ces obsèques visaient à donner une sépulture aux victimes, dont les restes avaient été exhumés.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le *Centro de Reportes Informativos sobre Guatemala* (CERIGUA, Centre d'information sur le Guatemala) a été fondé le 8 août 1983. Depuis sa création, cette agence a diffusé un grand nombre d'informations sur la situation des droits humains au Guatemala et est constamment la cible de manœuvres d'intimidation. Des journalistes du CERIGUA de Guatemala, la capitale, ainsi que des bureaux régionaux de ce service de presse ont notamment été victimes de harcèlement et d'agressions. La directrice de l'agence a elle aussi fait l'objet d'actes d'intimidation (veuillez vous reporter à l'AU 97/03, AMR 34/023/2003 du 11 avril 2003 et l'AU 66/03, AMR 34/014/2003 du 7 mars 2003).

Le 24 juin, Rubén Zamora, directeur d'un grand journal guatémaltèque ayant ouvertement dénoncé le règne de la corruption au sein des hautes sphères du gouvernement en place, a été victime d'une agression à son domicile. La veille, Rubén Zamora avait publié un article dans lequel il accusait Efraín Ríos Montt de faire partie intégrante des « *structures du pouvoir parallèle* » qui, selon Zamora, ne se sont pas contentées de gérer le Guatemala depuis vingt ans, mais sont également à la tête du vaste réseau du crime organisé dans le pays.

Efraín Ríos Montt était au pouvoir lors de l'une des pires périodes de la campagne anti-insurrectionnelle de la terre brûlée menée par l'armée dans des régions rurales au début des années 1980. Les militaires se sont alors livrés à des centaines de massacres au cours desquels plusieurs milliers d'indigènes (hommes, femmes et enfants) n'ayant pas pris part aux combats ont été tués, souvent après avoir été soumis à des actes de torture comme le viol.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– déclarez-vous vivement préoccupé par la sécurité de Carmen Judith Morán Cruz, de ses proches ainsi que des membres du personnel du *Centro de Reportes Informativos sobre Guatemala* (CERIGUA, Centre d'information sur le Guatemala) ;

– exhortez les autorités guatémaltèques à prendre immédiatement des mesures pour assurer la sécurité de tous les membres du personnel du CERIGUA ;

– appelez les autorités à mener immédiatement une enquête impartiale et approfondie sur les menaces qui ont été proférées, à rendre publiques les conclusions de ces investigations et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;

– dites-vous inquiet quant à la récente intensification des attaques et des actes d'intimidation dirigés contre des défenseurs des droits humains depuis la signature d'un accord relatif à la création de la *Comisión para la Investigación de Cuerpos Illegales y Aparatos Clandestinos de Seguridad* (CICIACS, Commission d'enquête sur les groupes armés illégaux et sur les appareils de sécurité secrets), qui aboutira à la mise en place d'une commission chargée d'enquêter sur les atteintes aux droits humains manifestement commises par des groupes armés illégaux et des appareils de sécurité secrets ;

– invitez les autorités à faire en sorte que la CICIACS soit rapidement mise sur pied, et demandez-leur de coopérer pleinement avec elle, en veillant à ce que rien ne vienne entraver ses travaux et à ce que ses conclusions débouchent sur le démantèlement complet des groupes armés illégaux et sur l'ouverture de poursuites contre les responsables présumés de leurs agissements.

APPELS À :

Procureur spécial chargé des infractions commises contre des journalistes et des membres de syndicats :

Lic. Marco Antonio Cortez Sis

Fiscal de delitos contra periodistas y sindicalistas

7^a Avenida 11-20 Zona 1

Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 220 6873 (si un correspondant vous répond, veuillez demander le fax : « *fax por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Fiscal Especial*, / Monsieur le Procureur spécial,

Services régionaux du ministère public :

Nicolaz García Fuentes

Ministerio Público

2a Calle, 3-74 Zona 2

Barrio San José Salamá

Baja Verapaz, Guatemala

Fax : +502 940 2023/4/5 (si un correspondant vous répond, veuillez demander le fax : « *fax por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Fiscal*, / Monsieur le Procureur,

Chef de la police régionale :

Jefe Comisario 52 Policía Nacional Civil (Salamá)

7a Avenida, 39, Zona 1

Salamá, Baja Verapaz

Guatemala

Fax : +502 940 0168 (si un correspondant vous répond, veuillez demander le fax : « *fax por favor* »)

Formule d'appel : *Estimado Señor Jefe*, / Monsieur,

Procureur général :

Lic. Carlos David de León Argueta

Fiscal General de la República

Fiscalía General del Ministerio Público

8^a Avenida 10-57, Tercer nivel, Zona 1

Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 221 2718 (merci de faire preuve de persévérance)

Courriers électroniques : fiscaldeleon@mp.lex.gob.gt

Formule d'appel : *Señor Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Procureur des droits humains :

Lic. Sergio Fernando Morales Alvarado

Procurador de los Derechos Humanos

12 Avenida 12-72, Zona 1#Guatemala, CA

Guatemala

Fax : +502 2381 734

Centre d'information sur le Guatemala (CERIGUA) :

CERIGUA

2^a calle 1-42, Zona 1

Ciudad de Guatemala

Guatemala

Fax : +502 221 2521 (si un correspondant vous répond, veuillez demander le fax : « *fax por favor* »)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 14 AOÛT 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*